

Auteur : Allemagne

Commission : Commission parlementaire pour la coopération et la paix au Moyen-Orient

Problématique : "Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne ?"

République fédérale, l'Allemagne est composée de 16 états fédérés gouvernés par Angela Merkel, chancelière depuis 2005 - il s'agit de son quatrième mandat- et présidente de la CDU : l'Union Chrétienne-Démocrate d'Allemagne, parti politique libéral conservateur. Membre fondateur de l'UE, sa politique s'appuie sur une image chrétienne de l'homme, faisant de la valeur de chaque individu la ligne directrice de la vie politique, économique et culturelle. Cela se traduit par la sécurité juridique pour tous », la libre activité des femmes et la protection des minorités. D'ailleurs, selon le préambule du programme de base de 2007, la CDU s'oriente « sur l'image chrétienne de l'homme et de sa dignité inviolable et, sur cette base, sur les valeurs fondamentales de liberté, de solidarité et de justice ». En outre, l'Allemagne, pays le plus peuplé de l'UE de par ses 83 millions d'habitants, représente la première puissance économique d'Europe et la troisième mondiale.

Le Moyen-Orient est marqué par de nombreux conflits régionaux ainsi que de nombreuses tentatives de paix, réussies ou bloquées, impliquant des puissances internationales, tant étatiques que non étatiques. Marqué par trois éléments phares, le Moyen-Orient- appellation géopolitique rassemblant plusieurs pays et permettant de définir une situation géopolitique caractérisée par des enjeux et des conflits- attire. Terre de naissance des 3 religions monothéistes (christianisme, islam et judaïsme), il s'agit d'un des cœurs pétroliers majeurs ainsi que du théâtre du conflit israélo-arabe depuis plus d'un demi-siècle. Ses conflits ne se comptant plus, leur urgence, quant à elle, se fait croissante, notamment en Syrie et au Yémen.

Dès 2015, l'Allemagne est décidée à démontrer sa solidarité dans la mesure de ses capacités. Très impliquée dans la crise des migrants et dans l'accord nucléaire avec l'Iran, le pays possède une véritable volonté d'être présent sur tous les sujets de politique internationale et d'étendre son influence au niveau géographique. En effet, l'Allemagne a vocation à jouer un rôle sur la scène internationale à la mesure de sa puissance économique. Cela a notamment été rappelé lors de la conférence sur la sécurité de février 2013, juste après les élections allemandes de septembre 2012. L'implication de l'Allemagne dans le règlement de la crise syrienne s'inscrit dans le cadre de cette politique générale de développement de l'influence allemande sur la scène internationale mais ce n'est pas une politique qui vise spécifiquement à jouer un rôle au Proche et Moyen-Orient. En outre, l'Allemagne a accueilli environ 790 000 Syriens depuis dix ans et compte aujourd'hui la communauté syrienne la plus importante d'Europe. Ces chiffres sont expliqués par le moratoire de 2012 sur les expulsions vers la Syrie, des expulsions critiquées en raison des millions de personnes sur les routes de l'exil et du champ de ruines en lequel s'est transformé le pays sous Bachar Al-Assad. De janvier à fin septembre 2020, 26.775 demandes d'asile ont été déposées par des Syriens. Dans plus de 88 % des cas, ils se sont vus accorder une protection.

En juillet 2020, à la demande de la Belgique et de l'Allemagne, le Conseil de sécurité de l'ONU a réactivé l'aide humanitaire transfrontalière en Syrie mais avec une nouvelle réduction imposée par la Russie à des Occidentaux impuissants. Au terme d'une semaine de divisions et de sept scrutins, une résolution de l'Allemagne et de la Belgique permettant d'utiliser, jusqu'au 10 juillet 2021, les points de passage à la frontière turque que sont Bab al-Hawa et Bab Al-Salam, contre deux jusqu'à présent, a été adoptée par 12 voix sur 15. Ces deux points frontaliers sont décrits comme une "*priorité*" par les deux pays car la situation humanitaire à Idleb reste extrêmement précaire. Berlin et Bruxelles réclament aussi dans leur texte une "*exception*" pendant "*six mois*" pour réutiliser un troisième point de passage, celui d'Al Yarubiyah, sur la frontière irakienne. Fermé en début d'année, ce point permettait d'acheminer de l'aide médicale au profit d'1,3 million d'habitants vivant dans le nord-est du pays.

En conclusion, l'Allemagne considère la situation au Moyen-Orient, et plus particulièrement en Syrie, comme une priorité. Ce pays agit en suivant des valeurs incrustées dans sa politique dans l'ambition d'atteindre la paix grâce à des actes solidaires et motivés.